

BULLETIN
CENEXI
8 Fév. 2024

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

nouveau-partianticapitaliste.fr



PAYSANS, SALARIÉS DU PUBLIC ET DU PRIVÉ : C'EST AUX CAPITALISTES ET À LEURS REPRÉSENTANTS QU'IL FAUT S'EN PRENDRE !

Il n'aura fallu que quelques heures après les annonces d'Attal pour que la quasi-totalité des barrages d'agriculteurs, à l'appel de la FNSEA et de la Coordination rurale, soient levés. Seule la Confédération paysanne a appelé à poursuivre les actions, et là, la police de Darmanin est vite intervenue pour faire lever les barrages. Attal a promis une « pause » sur le plan « Écophyto » de réduction des pesticides, de diminuer le nombre de jachères et de rétablir les subventions sur le gasoil non routier (GNR) pour les tracteurs. Bref, le gouvernement se sert de « l'écologie punitive » comme bouc-émissaire, pour mieux épargner les géants de l'agrobusiness, que ce soient les banques, les industries agro-alimentaires ou les grandes surfaces. Il leur est juste demandé de... mieux respecter la loi ! Une loi qui a bien montré qu'elle est incapable de garantir un revenu à ceux qui travaillent la terre.

Comment expliquer alors que les barrages routiers aient été si rapidement levés ? Tout simplement parce que, dans cette mobilisation, se trouvaient aussi bien les petits agriculteurs, écrasés par les dettes, vivant en dessous du Smic, pressurés par les grands capitalistes ; que des dirigeants de véritables empires de l'agrobusiness, tel Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, dirigeant de la multinationale Avril — les huiles Lesieur, Isio4, Puget... Il est même le président du conseil d'administration de Sofiprotéol, une société de... crédit aux agriculteurs ! Pas étonnant que ces messieurs-là ne veuillent surtout pas qu'on s'en prenne aux banques et aux grands capitalistes.

LA COLÈRE PAYSANNE A RAVIVÉ LA COLÈRE OUVRIÈRE

Il n'empêche, l'explosion de colère des paysans a suscité une profonde sympathie chez les travailleurs et travailleuses. Le slogan « vivre et pas survivre » résonne avec la stagnation des salaires et la hausse des prix de la vie courante dans les villes. On pouvait voir de nombreux clins d'œil aux blocages paysans dans les manifestations bien fournies de l'Éducation nationale du 1^{er} février. Pour sûr, les mensonges, l'arrogance et le mépris de la nouvelle ministre, Amélie Oudéa-Castéra, ont dû jouer. Côté vie privée : elle contourne le système pour placer ses enfants à Stanislas, école privée de luxe, catholique intégriste. Côté vie publique : elle annonce de nouvelles mesures renforçant le tri social et l'encasernement de la jeunesse, avec les « groupes

de niveau » dès le collège et la généralisation du service national universel au lycée. Le tout sur fond d'établissements délabrés, de salaires qui stagnent et de crise de recrutement — ceci expliquant cela. Là encore, il faudrait déjà augmenter les salaires pour qu'on puisse recruter ! La grève a été particulièrement bien suivie jeudi dernier, et les suites sont en cours de discussion et de préparation dans les établissements. C'est bien la mobilisation de tout le secteur, de la maternelle au lycée, qui est posée.

Des mobilisations auront également lieu dans les jours et les semaines qui viennent à la SNCF, à la RATP, dans les centres de tri de la Poste. Là aussi, l'exigence, c'est l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, pour pouvoir vivre dignement de son travail dans de bonnes conditions.

POUR UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE !

Cette ébullition vient de toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus des fins de mois qui commencent le 5, qui n'en peuvent plus de se tuer à travailler pour ne pas gagner sa vie. Oui, plus que jamais, dans le public comme dans le privé, à la ville comme à la campagne, c'est l'augmentation générale des salaires et des revenus de ceux qui travaillent qui est à l'ordre du jour : 300 euros minimum d'augmentation pour tous ! Pas un seul salaire en dessous de 2000 euros nets ! Et, pour imposer une telle mesure, c'est bien un mouvement d'ensemble des salariés, de la jeunesse et des paysans exploités qu'il faudra.

BIEN DIT !

Selon le Chief of Staff, « ce n'est pas à cause des salaires que les gens partent, mais des conditions de travail ». Une belle manière de reconnaître qu'il est insensé de bosser dans ces conditions !

C'EST 300 € QU'IL NOUS FAUT !

La direction veut donc nous faire croire que nos conditions de travail sont pires que nos salaires pour ne pas avoir à les augmenter. C'est sûr que les droits de retrait se font sentir en ce moment : impossible de bosser en respectant les règles de sécurité.

Mais ne nous y trompons pas. Ce n'est pas parce qu'on arriverait plus facilement à la fin de la journée de travail qu'on arrivera plus facilement à la fin du mois. C'est bien 300 € qu'il nous faut !

PSA : VAGUE DE COLÈRE POUR DISPOSER DES CONGÉS

Fin janvier il y a eu 500 grévistes à PSA Caen, 500 à PSA Hordain, 200 et 150 grévistes à PSA Sochaux, ces derniers jours les débrayages se sont multipliés après celui de PSA Poissy du 15 janvier. Les grévistes se battaient pour trois semaines minimum de congés d'été et pour que la quatrième semaine reste à disposition des salariés et pas du patron. Finalement, sur plusieurs sites la direction a reculé en accordant trois semaines, et a cédé sur la quatrième. Sur certains sites le bras de fer continue. Ce qui est sûr, c'est que cette vague de débrayages et de colère a fait peur à la direction, mais on sait aussi qu'elle va revenir à la charge en 2025 et 2026. On l'attend de pied ferme.

DISTRIBUTEURS DE PÈZE

Après une semaine de « bras de fer » avec le gouvernement italien d'extrême droite de Giorgia Meloni, Carlos Tavares, PDG de Stellantis, vient d'obtenir 950 millions d'euros de subventions. Il y a quelques jours, Meloni affirmait : « *La fusion entre PSA et FCA a caché une prise de contrôle française du groupe historique italien Fiat.* » 750 000 véhicules produits en Italie, elle en veut un million. Tavares lui répond : « *Nous fabriquons des voitures électriques en Italie. Mais le gouvernement ne soutient pas la vente de ces véhicules.* » Meloni s'exécute et lâche les subventions sans aucune garantie de sauvegarde du moindre emploi ou site. Quel que soit le pays, et indépendamment de sa couleur politique, la seule « patrie » des gouvernements sont les bénéficiaires nets des grandes entreprises.

JUSQU'À LA DERNIÈRE GOUTTE

L'âge de la retraite a l'air encore trop bas pour la direction de Cenexi. Récemment, un de nos collègues a posé ses derniers congés, patiemment accumulés, pour pouvoir partir à la retraite deux mois plus tôt et prendre un repos bien mérité. L'encaissement les a acceptés, mais la boîte a décidé de le rappeler sur le lieu de travail pour faire tourner les lignes quoi qu'il en coûte. Elle n'a pas réussi à le faire revenir pour l'instant, mais tenons-nous prêts à le soutenir si elle lui cherche des noises.

DEUX POIDS, DEUX MESURES

À la suite des États-Unis, neuf pays dont la France ont annoncé suspendre leurs financements à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), 12 de ses salariés (sur 30 000) étant soupçonnés par Israël d'avoir été impliqués dans l'attaque du Hamas du 7 octobre. Selon le secrétaire général des Nations unies, « deux millions de personnes dépendent [de l'UNRWA] pour leur survie au quotidien ». Dans le même temps, Israël continue d'envoyer ses troupes massacrer les Gazouis, laisse les colons de Cisjordanie tirer sur les paysans palestiniens, et encourage des militants d'extrême droite à bloquer l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza... sans encourir la moindre sanction de ses alliés occidentaux.

**CONTRE LES POLITIQUES ANTISOCIALES ET RACISTES
POUR REPRENDRE L'OFFENSIVE :**

ORGANISONS-NOUS !

MEETING

DES

RENCONTRES NATIONALES OUVRIÈRES

SAMEDI 10 FÉVRIER, 19H

Salle Colonne (94, bd Auguste Blanqui - Paris 13ème)